



HAL
open science

Vers une science économique réflexive

Christian Bessy

► **To cite this version:**

Christian Bessy. Vers une science économique réflexive. *Economia - History/Methodology/Philosophy*, 2022, 12-1, pp.115-134. 10.4000/oeconomia.12442 . hal-03917660

HAL Id: hal-03917660

<https://hal.science/hal-03917660>

Submitted on 6 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Christian Bessy, ENS Paris-Saclay, IDHES (UMR 8533)

Vers une science économique réflexive

Note critique sur l'ouvrage de Robert Boyer

Une discipline sans réflexivité est-elle une science ? Epistémologie de l'économie

Editions de la Sorbonne, 2021.

Publié dans : *Æconomia - History/Methodology/Philosophy* (ISSN : 2113-5207, ISSN électronique : 2269-8450), 2022, 12-1.

Dans cet ouvrage structuré en huit chapitres, Robert Boyer s'interroge sur sa discipline, ses transformations et son avenir, ce qui le conduit à réfléchir sur le métier d'économiste et les méthodologies qu'il mobilise. Cet essai très stimulant fait écho à l'ouvrage de Jean Tirole intitulé *Economie du bien commun* (2016) dans lequel ce dernier développe une réflexion personnelle sur la profession et son bien-fondé, au regard de la société et des crises qui la traversent, en particulier la dernière crise financière de 2008. Mais alors que le second montre les avancées de la discipline recueillant un fort consensus, le premier souligne la fragilité des acquis, la balkanisation des approches et, *in fine*, l'absence de leur intégration dans un ensemble cohérent de concepts ; d'où la difficulté de prévenir la crise financière de 2008, puis de penser les conséquences de la « pandémie de 2020 ». Boyer est conduit à faire le diagnostic suivant : du fait de la spécialisation croissante des économistes, chacun aurait fait de son mieux mais personne n'avait la charge d'assurer la cohérence de la « théorie ». Sa réflexion s'inscrit dans un mouvement critique qui depuis plus d'une vingtaine d'années dénonce le fait que les développements théoriques contemporains prennent de plus en plus de distance par rapport à l'épistémologie (Walliser, 2001).

La question qui anime l'auteur dans cet essai, et qui constitue sa trame, peut être énoncé de la sorte : le manque de réflexion d'ensemble sur la discipline est-il inhérent à des difficultés épistémologiques propres ou tient-il au mode d'organisation de la profession, de sorte qu'on pourrait espérer une évolution et, ceci d'autant plus, que la pandémie a engendré de nouveaux défis. L'idée importante avancée dans l'introduction est que c'est la recherche d'interprétation de phénomènes nouveaux qui a permis de faire progresser l'« économie politique » et que c'est ce détour qui permettrait de restaurer sa crédibilité auprès de l'opinion publique. C'est dans ce sens qu'il consacre le chapitre final à la crise sanitaire liée à la Covid-19 considérée comme un analyseur des faiblesses de la discipline économique face à un enjeu politique majeur. D'ailleurs, dans son avant-propos, Boyer justifie son essai du fait de l'interrogation suscitée, tout au long de ses cinquante ans de carrière, par l'évolution de la théorie macroéconomique et de ses relations avec les politiques économiques. En expert chevronné de la macroéconomie, il cherche à identifier les facteurs qui se sont conjugués pour rendre compte de sa transformation. Son apport majeur à la « théorie de la régulation », qui défend une macroéconomie institutionnelle et historique, sert ici de point d'appui à ses réflexions.

D'une façon générale, Boyer pose la question de ce qu'est une théorie économique du point de vue du macroéconomiste. Mais on peut se demander si l'économiste doit obligatoirement proposer une vue d'ensemble pour faire face aux défis contemporains ou s'il peut se contenter d'une vue partielle. Notre propos ici n'est pas tellement de nous interroger sur la scientificité de la discipline mais plutôt de travailler la notion de « réflexivité » qui est depuis longtemps au cœur de la réflexion sociologique (Bourdieu, 2001) et qui commence à se développer au sein de la discipline économique, et dont l'essai de Boyer est une bonne illustration¹. Il nous semble

¹ Sur la notion de « réflexivité » développée par P. Bourdieu, voir P. Bourdieu, J. Bourdieu et J. Heilbron (2022). L'idée générale est d'objectiver et de contrôler les effets que la position et les déterminations sociales ont sur le

que cette notion, aux acceptions multiples, permet de renouveler l'épistémologie de l'économie (le sous-titre de l'ouvrage). La réflexivité ne se réduit pas simplement à l'examen de problèmes méthodologiques permettant d'interroger la validité des résultats mais pose aussi la question des rapports entre les chercheurs (en sciences sociales) et la société. Selon Marguin et al. (2021, 7) : « There is no straight and easy answer to the big questions of “for whom” and “for what purpose” do we produce “what kind of” knowledge and “how” ». Cette notion renvoie aussi aux discussions autour de la nature des connaissances produites qui peuvent être biaisées par ethnocentrisme ou universalisme, ou, encore, par la position du chercheur dans l'espace social (Harding, 1991 ; Lebaron, 2000 ; Schmidt-Willenburg et Lebaron, 2018). De telles interrogations conduisent en particulier à voir comment on peut articuler une visée explicative des phénomènes économiques et une posture plus compréhensive des acteurs (y compris les économistes) et des différents sens qu'ils peuvent donner à leurs activités, ce qui pose d'une autre façon la question de la « réflexivité ». Cette perspective d'analyse est issue de nos interrogations sur l'apport de l'économie des conventions, qui défend une approche pragmatiste, à une analyse plus macro-structurelle des transformations du capitalisme (Bessy, 2019). Par ailleurs, l'analyse des réflexions de Boyer sur la profession d'économiste est nourrie dans cet essai par nos propres travaux croisant sociologie économique et sociologie des professions (en particulier les avocats, Bessy 2015).

Nous proposons dans une première partie de présenter les cinq premiers chapitres de l'ouvrage, à l'exception du chapitre 3, dans lesquels l'auteur offre un panorama des approches macroéconomiques depuis la naissance de l'économie politique. À travers cette présentation, l'auteur se livre à une réflexion sur la scientificité de la discipline en distinguant différentes notions (vision, modèle, théorie, mécanisme) et leur articulation avec les réalités empiriques ; ce qui soulève des difficultés méthodologiques propres. Nous confrontons son point de vue avec celui d'autres économistes. Dans une seconde partie, nous montrons comment l'auteur analyse les transformations de sa profession (en la prenant pour objet), à partir du chapitre 3, 6 et 7, et leurs conséquences sur le type de connaissances produites et l'organisation de la recherche. Nous prolongeons son analyse par une étude plus systématique du marché des services des économistes. Dans la troisième partie, nous partons de la présentation du chapitre sur la pandémie pour analyser la façon dont l'auteur cherche à refonder la discipline économique, ce qui l'amène à ménager différentes postures méthodologiques, mais sans vraiment expliciter les conditions de leur articulation.

La macroéconomie à l'épreuve de la science

Fort de son expérience de (macro) modélisateur (au ministère des finances) et des obstacles et échecs rencontrés qui ont conduit à fonder une macroéconomie historique et institutionnelle qui a fait école (Fray, 2020), l'auteur présente les différents courants de la macroéconomie et ses transformations, en s'interrogeant sur sa dimension scientifique.

Un panorama de la macroéconomie

Le chapitre 1 est consacré à une mise en perspective de ces différents courants d'un point de vue historique, des premiers physiocrates aux nouveaux classiques, débouchant sur « l'hypothèse (centrale) d'une succession de régimes en quête de théorisation et non d'une construction transcendant les époques et les espaces » (10). L'auteur cherche à positionner les uns par rapport aux autres les termes de « vision », « théorie », « modèle » et « mécanisme ». Chaque grand penseur serait parti d'une « vision » des rapports sociaux entre des groupes

travail scientifique. Voir aussi Boyer (2003) sur l'anthropologie économique de Pierre Bourdieu, article qui témoigne de son attrait pour le sociologue et sa notion de « réflexivité ». Néanmoins, il n'y fait pas référence explicitement dans cet essai.

d'acteurs à partir de laquelle des mécanismes sont explicités et qui peuvent parfois dépasser les « régimes socio-économiques » qui les a fait découvrir. Ainsi, Keynes a analysé le capitalisme de l'entre-deux-guerres comme une économie principalement animée par les anticipations des investisseurs et le pouvoir de négociation des salariés. La discipline a ainsi évolué, suivant les différentes phases du capitalisme, sapant l'illusion de lois économiques qui transcenderaient l'histoire ou l'élaboration d'une théorie générale. La compétence centrale de l'économiste est alors de rechercher le cadre analytique adéquat (*cohérence* de différents mécanismes) pour rendre compte des caractéristiques de l'économie étudiée (*pertinence*). Mais, pour l'auteur, la focalisation sur certains mécanismes élevés au rang de théorie présente toujours le risque de rendre aveugles les économistes, partageant cette vision, aux évolutions structurelles qui sont lentes et imperceptibles. En bref, prisonniers de ce « framing », ils ne voient pas arriver la crise.

Dans le chapitre 2, Boyer cherche à rendre compte d'une certaine « anomie » de la profession du fait de la trop grande spécialisation des économistes dans l'analyse de mécanismes ou processus partiels², les affranchissant de la prise en compte de leurs interdépendances multiples au sein des sociétés capitalistes. La multiplicité actuelle des programmes de recherche tiendrait aussi à l'incertitude qui caractérise ces processus, à l'instar du rôle ambivalent joué par la concurrence dans la stabilité (l'équilibre) du système économique. La croyance dans le processus concurrentiel conduit alors à penser que les crises ne peuvent provenir que de causes exogènes à l'économie. L'auteur s'interroge sur la façon dont les communautés (épistémiques) d'économistes se constituent, en particulier en donnant beaucoup d'extension à un mécanisme qui est élevé ensuite au rang de théorie, à l'instar des « coûts de transaction » ou de la « théorie des contrats » ou, encore, de la « courbe de Laffer ». Il importe alors que les chercheurs spécifient le statut du modèle qu'ils proposent : *axiomatique* (équilibre général), *conditionnel* sous la forme d'expériences de pensée (les asymétries d'information expliquent les rationnements sur les marchés, Akerlof, 1970), *historique et empirique* (hypothèses rendant compte des régularités observées à l'instar des modèles macroéconométriques).

Le chapitre 4 propose une histoire de la macroéconomie depuis sa genèse, à la suite de la crise de 1929, jusqu'à l'incapacité de la « nouvelle macroéconomie classique » de prévoir la crise financière de 2008 et d'en tirer des conséquences sur les hypothèses retenues par la modélisation dite EGDS (pour équilibre général à dynamiques stochastiques). L'interprétation proposée par l'auteur est que la recherche par cette théorie des fondements microéconomiques de la macroéconomie a contribué à sa crise. En effet, comme le montre l'approche keynésienne, ce qui peut être bon au niveau individuel ne l'est pas forcément au niveau de l'ensemble, à l'instar de la relation entre épargne et investissement. *Ce no bridge micro/macro* va justifier l'intervention de l'Etat afin d'atteindre le plein emploi, favoriser la stabilité économique et l'allocation optimale de l'investissement ; et, ainsi, lier de façon étroite politique économique et théorie académique. La mise en défaut des prédictions keynésiennes au cours des années 1970 va précipiter la remise en cause de cette approche et, selon Boyer, conduire ses opposants à lier ses anomalies à l'absence de bases microéconomiques de la théorie macroéconomique. C'est justement ce que va chercher à faire la « nouvelle macroéconomie classique ». Avant de critiquer cette théorie dite aussi du « cycle réel », Boyer mentionne des voies de recherche alternatives : la possibilité d'agrégation d'une série de comportements individuels hétérogènes ou encore les développements autour d'un modèle d'équilibre général à prix fixe conduisant à des rationnements (Barro et Grossman 1971, repris en France par Benassy et Malinvaud).

Cette théorie du déséquilibre fut désapprouvée par les tenants de l'économie de marché prônant l'ajustement par les prix, et en particulier par Robert Lucas (1981). Ce dernier reprend la référence à l'équilibre général et ajoute l'idée d'anticipations rationnelles des agents

² L'auteur fait ici référence à la notion d'anomie développée par Durkheim.

(développée au début des années 1970) qui ne se laissent pas illusionner par des politiques de relances budgétaires ou monétaires. Dans les modèles du « cycle réel » basé sur des agents représentatifs (une firme et un ménage) et une monnaie considérée comme un voile, l'économie serait à l'équilibre et soumise seulement à des chocs exogènes de productivité. Boyer montre comment les théoriciens du cycle réel, théoriciens d'une macroéconomie sans monnaie ni finance – alors que les mathématiques financières se sont développées dans l'analyse du prix des options – n'ont pas prévu la crise de 2008. Il faudra alors l'intervention du banquier central qui rachètera les « actifs toxiques », à l'encontre des principes de saine gestion monétaire, pour que l'économie américaine revienne dans sa « zone de stabilité ».

Dans le chapitre 5, l'auteur s'interroge sur la modélisation qui est devenue l'instrument privilégié des économistes et qui pose la question de l'arbitrage entre cohérence analytique et pertinence empirique. Il montre comment la cohérence formelle recherchée par les modélisateurs conduit à retenir des hypothèses le plus souvent *ad hoc*, à l'instar de la substituabilité des facteurs de production ou de la flexibilité des prix, qui permettent des solutions analytiques et une réponse unique aux problèmes de politique économique. La volonté de rigueur et les hypothèses techniques (permettant l'identification de paramètres) éloignent alors de plus en plus l'économiste des observations, comme par exemple les phénomènes de dépendance par rapport au chemin qui sont liés aux inerties technologiques et institutionnelles.

Boyer est alors amené à discuter les limites de l'usage des mathématiques en économie, notamment du degré de compatibilité entre deux stratégies : la modélisation permettant d'identifier des mécanismes génériques et l'économétrie à travers la détection et l'explication de régularités statistiques. Face au durcissement des différences de ces deux stratégies de recherche (macroéconomique), au cours de la période contemporaine, l'auteur conclut à l'impossible réunification de la discipline. Il mentionne encore une fois le grand écart entre les travaux mathématiques sur les conditions nécessaires d'un équilibre général et les hypothèses de base des modèles de cycles réels. D'un autre côté, l'hétérogénéité des agents (renforcée par la montée des inégalités) remet en cause l'hypothèse d'agent représentatif et compromet la pertinence des modélisations macroéconomiques.

L'économie est-elle une science ?

En résumé de ces quatre chapitres, Boyer revient sur l'évolution des théories macroéconomiques depuis leur origine. L'économie politique s'est d'abord préoccupée de répondre aux problèmes économiques les plus flagrants en partant d'une certaine caractérisation ou vision de la société, notamment des rapports antagoniques entre des groupes sociaux. On ne parlait pas de théorie au sens moderne du terme³. Il faudra attendre l'après guerre pour que l'effort théorique repose sur un haut niveau d'abstraction visant à s'affranchir des caractéristiques les plus essentiels des régimes socio-économiques successifs, afin de développer des outils qui les transcendent. Or, nous dit l'auteur, quelle est la pertinence d'une théorie macroéconomique qui ne prend pas en compte les banques et les marchés financiers et, plus généralement, l'organisation sociale issue d'un processus historique. Pour lui, « les théories économiques sont filles de l'histoire et non déploiement du principe de rationalité » (110).

³ Notons qu'au sens grec *theōria* dérive du verbe *theorein* qui veut dire accéder aux images et ne désigne donc pas une démarche conceptuelle. Ce terme, aujourd'hui tombé en désuétude, a désigné ensuite le groupe de représentants de la cité sommés d'aller chercher, au cours d'un pèlerinage, la parole de l'oracle et de revenir avec un message propre à construire un devenir et à prendre des décisions importantes. Voir sur ce point Philippe Potié (2018) qui utilise cette notion pour rendre compte du renouvellement de la création architecturale.

L'auteur se pose (sans doute trop rapidement en citant brièvement Carl Hempel (1984) sur ce que doit proposer une théorie) la question de savoir si l'économie est devenue une science. Le jugement de Boyer est très réservé étant donné la faiblesse des capacités prédictives de l'économie, les difficultés du passage du micro au macro, comme en témoigne les défaillances du modèle EGDS et le manque de pertinence de certaines hypothèses comme les chocs exogènes de productivité, à l'instar des avancées technologiques⁴. Cette incapacité à articuler cohérence analytique et pertinence empirique se retrouverait dans d'autres sous-champs de l'économie.

Par ailleurs, pour l'auteur, le manque de réflexion épistémologique de la discipline oblitère sa scientificité. Ce qui est qualifié de nouvelle théorie n'est souvent que l'identification d'un mécanisme partiel qui n'est pas situé dans un ensemble d'interdépendances contribuant également à façonner la dynamique économique. La rigueur de l'approche axiomatique est bien un signe de scientificité mais qui n'est pas suffisant si elle ne rencontre pas l'accord des prédictions empiriques, comme dans le domaine de la physique.

À cette prise de position qui vaut pour la macroéconomie, on peut néanmoins lui opposer la posture de Tirole (2016) considérant l'économie comme une science de la décision (une sous-discipline de l'économie dirait Boyer) mais en affirmant un souci de « réalisme » suivant une méthodologie individualiste, ce qui la rapproche des sciences cognitives⁵. Il nous semble que son approche témoigne bien depuis ces dernières années de la tentative de tout un pan de l'économie néoclassique de prendre en compte critiques qui lui sont adressées, en particulier la trop grande abstraction des modèles théoriques construits à grand renfort de mathématiques. Ce souci plus aigu de réalisme tient au fait que cette approche économique se veut de plus en plus prescriptive. Elle s'appuie sur l'aller-retour entre la théorie et les travaux empiriques, bien que l'auteur lui-même procède essentiellement à partir de faits stylisés ou des résultats de la psychologie cognitive qui l'amènent à relâcher l'hypothèse de rationalité stricte. Ce relâchement est source de complexité qui conduit à s'éloigner du modèle de la concurrence pure et parfaite. Mais, selon Tirole, c'est une condition nécessaire pour que l'économie assume sa fonction normative, sa finalité ultime étant la définition de la politique économique en comparant des mesures alternatives.

Suivant cette approche, l'usage des mathématiques ne doit être qu'un moyen et non une finalité en soi. Par ailleurs, suivant Tirole (2016), l'économie n'est pas une science exacte car elle bute sur la question de la prévisibilité du fait de l'insuffisance des données ou de la compréhension partielle du phénomène⁶. Mais surtout l'économiste éprouve beaucoup de difficultés pour traiter l'incertitude stratégique, à savoir la façon dont les acteurs vont se coordonner, en cas par exemple de défiance bancaire. Ainsi, cette approche témoigne d'une prétention scientifique relativement modérée par rapport à celle de Boyer. Tirole revendique une forme de réalisme et rappelle les économistes à une obligation de transversalité face au mouvement de spécialisation croissante, ce qui devrait éloigner l'économiste d'un simple expert spécialisé dans un domaine.

Une autre communauté de recherche, sensiblement différente de la précédente, s'est fondée sur une approche expérimentale et empirique qui fait de l'économiste un collectionneur de faits corroborés par des techniques quantitatives de plus en plus sophistiquées, parfois sans trop de lien entre les différents faits mis en évidence. Ces chercheurs militent pour que l'économie

⁴ Sur ce dernier point, la théorie dite de la « croissance endogène » a montré justement le caractère endogène du progrès technique, du fait de la volonté de certaines firmes de s'affranchir de la concurrence sur les produits standardisés.

⁵ Pour une présentation plus approfondie de l'ouvrage de Tirole sur l'Economie du bien commun, voir Bessy (2017). Voir aussi la note critique d'E. Picavet (2018) sur ce même ouvrage.

⁶ Notons qu'en physique la théorie du chaos a montré qu'il existe un ensemble de phénomènes où la question de la prévisibilité est plus complexe, ce qui n'oblitére en rien la scientificité de la démarche.

redevienne une science fondée sur l'observation, à l'instar de l'économie expérimentale sur des échantillons randomisés (Duflo et Banerjee, 2017). Mais, pour Boyer, ces avancées empiriques ont peu de relation avec le noyau dur de la discipline car les causalités mises en évidence sont localisées à certains espaces locaux. Elles ne fondent pas une nouvelle théorie du développement, même si elles étendent les connaissances sur les populations analysées.

Doit-on refuser à ces développements qui sortent des canons habituels de l'analyse un statut de scientificité, au motif que ce type de recherche ne propose pas de solution à la crise de la théorie économique mise en évidence par l'auteur. L'économie expérimentale se prévaut justement de scientificité en revendiquant la rigueur de ses protocoles d'expérience empruntés à la biologie et à la médecine. Mais, d'un autre côté, une telle approche peut être critiquée pour excès de positivisme (Labrousse, 2010) et d'entretien d'une forme de sectarisme à l'égard des économistes qui ne se plient pas au protocole expérimental (Jatteau, 2020).

Pour Boyer, l'exigence scientifique ne doit pas résulter simplement de l'accord des chercheurs après échange des arguments et de contre arguments, de sorte que le consensus garantirait l'impartialité des connaissances, à la façon de Tirole (2016). La réflexion épistémologique devrait être poussée plus loin, à l'instar des épistémologues qui ont montré comment le modèle de la physique pouvait être trompeur pour la discipline économique. Selon l'auteur régulationniste, pour accéder à la vérité, il faudrait donc plus que l'accord sur les règles et des méthodes dans un champ. Pierre Bourdieu défendait que «... le vrai est l'ensemble des représentations considérées comme vraies parce que produites selon les règles définissant la production du vrai » (Bourdieu, 2001, p. 142). Ian Hacking (2004) commentant cette citation, n'entrevoit pas de solution claire à ce problème du dépassement de ce qu'il qualifie de « réalisme interne ».

Une organisation de la profession déficiente

Parallèlement, Boyer montre que le déficit de vue macroéconomique ou, plus généralement, de vue d'ensemble de l'économie, est aussi le résultat de l'organisation particulière de la profession, ou de la structuration du champ des économistes, pour reprendre l'expression bourdieusienne utilisée par l'auteur qui s'aventure sur le terrain de la sociologie des professions. Nous proposons d'approfondir ce point de vue en le croisant avec une perspective de sociologie économique, à l'instar des travaux de Marion Fourcade (2010, 2015).

Comment la structuration des économistes façonne leurs recherches ?

L'auteur montre comment la professionnalisation des économistes a institué un ensemble de règles (incitatives) qui a conduit à une forte spécialisation de leur recherche et à la délégation de l'évaluation des chercheurs via des dispositifs bibliométriques. Or, un tel pilotage du système de la recherche par les indicateurs ne serait pas propice à une réflexion épistémologique et au dialogue entre les différents programmes de recherche. Ce type de pilotage est mis en parallèle par l'auteur avec la demande croissante des services des économistes par les acteurs privés, demande qui conforte le modèle de l'économiste-expert. La profession n'aurait plus qu'un lointain rapport avec le projet initial de l'économie politique. Balkanisés en une multitude d'aires d'expertise, les économistes défendraient les intérêts de leurs communautés et ne chercheraient pas à consolider la scientificité de la discipline dans son ensemble.

La balkanisation des programmes de recherche est soulignée par l'auteur dans le chapitre 3, notamment à partir des théories s'appuyant sur des hypothèses dérogeant aux conditions d'existence d'un équilibre général. L'échec de cet axiomatique à se transformer en un outil d'analyse à vocation appliquée a contribué, au cours de la période contemporaine, au tournant vers l'économie empirique basée sur des observations ou des expérimentations ; vers l'économie comportementale ou l'analyse des apprentissages collectifs entre agents

hétérogènes (courant évolutionniste) ou, encore, vers le renouvellement des approches institutionnalistes en introduisant le rôle des croyances, des conventions et du droit, pour expliquer les dynamiques économiques de longue période, avec la notion de « path dependence » (North, 1990). L'émergence d'une économie soucieuse de l'environnement devrait conduire aujourd'hui à réintégrer les processus économiques dans l'enchevêtrement des processus physiques.

Pour l'auteur, l'explosion des champs d'application des outils de l'économiste est liée à la demande d'expertise croissante d'acteurs de plus en plus « privés » (exemple des mathématiciens de la finance), ce qui a pour conséquence de répondre à des problèmes différents de ceux qui sont traditionnellement au « cœur de la discipline ». Le recul d'une capacité d'expertise globale a pour conséquence de délaissier la « demande sociale » correspondant aux intérêts des syndicats et associations représentatives des citoyens et de rendre les économistes de plus en plus dépendants des intérêts économiques.

Dans le chapitre 6, Boyer mobilise la sociologie des professions pour montrer comment la structuration du champ des économistes façonne leurs stratégies de recherche. En premier lieu, les cursus de formation des économistes tendent à se standardiser afin d'analyser la globalisation de l'économie, et de la finance, et de promouvoir la recherche de l'efficacité économique, via notamment la mise en œuvre de mécanismes marchands. Cette tendance « universaliste » (terme utilisé par l'auteur) serait renforcée par le développement des mathématiques financières et le traitement des *big data* via l'IA. L'universalisme de ses instruments d'analyse, dans l'espace et dans le temps, serait une preuve de scientificité de l'économie, ce qui a pour conséquence de reléguer à la simple description les travaux des économistes ancrés dans le national ou, encore, ceux des historiens, sociologues ou politistes. Cette hégémonie par rapport aux autres sciences sociales a pour conséquence des niveaux de rémunération nettement plus élevés pour les économistes, ce qui n'exclut pas une hiérarchie forte au sein de l'économie, et à une clôture de la profession sur elle-même (Fourcade et al., 2015).

Une telle sélection drastique de talents et leur regroupement dans les départements d'économie les plus prestigieux ne manquent pas de faire émerger des professionnels très créatifs qui enrôlent une foule de suiveurs autour de leur programme de recherche. Mais, nous dit Boyer, le rendement académique de cette stratégie décroît au cours du temps et ouvre la voie à d'autres découvertes qui relancent la dynamique de recherche, sans néanmoins totaliser en un paradigme central, car de moins en moins d'économistes sont intéressés par la théorie. Par ailleurs, ce processus de destruction-créatrice des paradigmes ne serait pas si grave s'il ne s'était pas accompagné d'une tendance de fond des économistes dominants à rendre les économies conformes à leur théorie, notamment l'idée que le renforcement des mécanismes de marché contribue à l'efficacité économique⁷.

L'auteur cherche à expliquer ensuite cet état de la discipline par les pratiques de recrutement de jeunes économistes qui se reconnaîtraient dans la figure de *l'homo economicus*, ou qui seraient adeptes d'une philosophie politique individualiste, leur sélection par les mathématiques et un enseignement qui vise à inculquer un *habitus d'économiste*. La spécialisation outrancière dans des domaines/paradigmes/outils rend alors les économistes très dépendants de leur communauté d'appartenance et en fait très peu mobiles, ce qui n'est pas propice à la confrontation entre différentes approches.

⁷ Boyer développe ici une forme de performativité de la théorie économique, à savoir qu'elle participe à la transformation du champ qu'elle analyse, mais sans vraiment approfondir cette question. Il mentionne seulement que c'est le cas aussi de la finance de marché qui a conduit à des bulles spéculatives et à leur éclatement.

Dans le chapitre 7, Boyer montre qu'une prise de conscience de l'impasse à laquelle est confrontée la discipline serait en route depuis la crise de 2008 témoignant de l'incapacité des macroéconomistes de prévoir les crises financières qui se sont répétées à l'échelle internationale ou encore de leur croyance sans limite institutionnelle dans l'auto-régulation des marchés. De plus, le chercheur modélisateur ne peut traiter qu'une partie des phénomènes économiques au détriment de nombreux problèmes importants que seules des approches moins formalisées peuvent appréhender.

Ces critiques sont le fait notamment de contributeurs éminents (de nombreux prix Nobel) qui ne sont pas pris, comme les plus jeunes économistes, dans la nasse académique conduisant à adopter des comportements conformes à la doxa. Ils invitent à réformer l'organisation de la discipline, à trouver des lieux pour confronter les différents paradigmes et faire en sorte que des modèles erronés ne puissent continuer à faire la loi (Romer, 2016). Ces économistes tardivement rebelles critiquent en particulier le recrutement et la promotion organisés autour d'un usage de plus en plus poussé de la bibliométrie qui favorise le mimétisme et la polarisation sur certains domaines de recherche. Ils proposent en particulier de compléter la formation des économistes par un réexamen de leurs responsabilités vis-à-vis de la société. Boyer cite l'article de George Akerlof (2020) sur les « pêchers d'omission » (*sins of omission*) des économistes qui préfèrent traiter des questions où ils peuvent valoriser leurs compétences de modélisateur. Ce biais vers la modélisation systématique tiendrait à sa place dans la hiérarchie scientifique, aux processus d'évaluation des articles, mis en œuvre par les revues, et de sélection dans la profession qui conduisent à une forme de conformisme (éviction de nouvelles problématiques), à la sur-spécialisation et à la course (tyranique) aux revues du « Top five » (Heckman et Moktan, 2020).

Un marché des services des économistes

Dès le début du chapitre 6, Boyer montre comment la transnationalisation de la profession a changé sa dynamique fortement ancrée à l'origine dans l'économie nationale et assurant une convergence entre théorie et action publique (Fourcade, 2010). L'internationalisation progressive des économies va s'accompagner d'une mobilité des chercheurs vers l'Angleterre, puis les Etats-Unis, dont le système de recherche devient le creuset de la profession et de l'émergence d'un modèle d'excellence largement exporté ensuite dans le monde entier⁸. Mais, ajoutons, c'est également le marché du travail des économistes US qui devient vite un modèle à suivre en s'étendant des postes académiques dans les universités aux activités de conseil auprès d'acteurs (de plus en plus) privés. Ce développement qui accompagne la marchandisation des universités va s'appuyer sur une conception de leur activité centrée sur la recherche d'efficacité, la revendication d'un droit exclusif en matière d'éclairage des politiques économiques et l'évaluation de la qualité des recherches fondée sur le rang des revues dans lesquelles les articles sont publiés.

Ces traits sont soulignés par Boyer mais nous mettons l'accent sur le fait qu'ils participent à la valorisation de l'activité de « consultants » des économistes (auprès des acteurs publics et privés), dont certains se regroupent dans des cabinets de conseil, et leur confèrent un pouvoir de monopole en matière d'expertise. Des travaux de sciences politiques ont montré comment l'alliance des grands cabinets internationaux d'avocats d'affaires (le plus souvent US) avec des économistes de renom participent au lobbying auprès des autorités européennes de la concurrence (Avril, 2019). La comparaison avec les cabinets d'avocats d'affaires, qui ne font

⁸ Pour les cas des économistes français étant passés par les Etats-Unis, voir le travail de thèse de sociologie en cours de Pierre Fray sur « L'internationalisation des trajectoires des économistes depuis 1945 ». Voir aussi l'étude de Rossier et Bühman (2018) montrant la part importante dans les universités suisses des professeurs d'économie qui se sont formés aux États-Unis.

que du conseil et peu de plaidoirie (Bessy, 2015), montre que le développement des activités de conseil des économistes se fait au détriment de l'engagement dans une recherche permettant d'éclairer le bien public. Les profits monétaires et symboliques permettent de compenser l'investissement dans une formation de plus en plus longue et coûteuse. Il n'est pas étonnant ensuite que les revues contrôlées par une communauté épistémique particulière cherchent à grimper dans la hiérarchie académique pour garantir la qualité de son expertise économique auprès des acteurs (privés) du domaine d'activité étudié ; ce qui rend difficile à des chercheurs n'appartenant pas à cette communauté d'y publier et a pour conséquence de ne pas favoriser le dialogue avec d'autres paradigmes qui travaillent sur le même objet.

Ce processus drastique de sélection et d'élimination des dissidents ne rend pas utile l'existence d'instances de débats autour des fondements de la discipline, ce qui est pourtant la fonction des « ordres professionnels » sur la bonne façon d'exercer le métier, si on poursuit la comparaison avec les professions réglementées. Par ailleurs, ces dernières définissent des règles déontologiques et peuvent sanctionner leurs membres en cas de conduites défailtantes, ce qui n'est pas le cas de la profession d'économiste malgré l'existence de conflits d'intérêts (Mauduit, 2012).

Une telle évolution conduit, comme le déplore Boyer, à positionner l'économie plus du côté de l'expertise que de la recherche purement académique, à développer des méthodes empiriques « irréfutables » (telles que les expérimentations aléatoires), pour asseoir sa crédibilité et son autorité prescriptive, plus qu'à prospecter de nouvelles pistes analytiques. Si bien que l'on peut se poser la question de « la fin de l'économie » en tant que discipline académique respectueuse de différents courants de pensée (Bessy, 2017). En paraphrasant Sheila Jasanoff (1998), les économistes rejoindraient ainsi la clique des « *science advisers as policymakers* » en prenant le contrôle de la définition des politiques publiques, au détriment des valeurs démocratiques qui exigent un modèle d'expertise plus horizontal. Par ailleurs, la balkanisation des recherches s'étend à toutes les disciplines comme le montre les études bibliographiques (Wallace et al., 2012), ce qui tend à tempérer la particularité de l'économie dans ce domaine. Ces études montrent également que les processus de sélection basés sur la bibliométrie (en particulier les citations des articles) se généralisent à tous les champs scientifiques, ce qui témoigne des transformations de l'organisation et de la gestion de la recherche, avec l'émergence d'un véritable marché de l'évaluation scientifique⁹.

Refonder la discipline économique ?

Pour refonder la discipline, Boyer propose en particulier d'ouvrir les arènes de discussion à tous les acteurs économiques (entreprises, banques, salariés et syndicats), au-delà du gouvernement et des administrations. Quittant ainsi leur position de surplomb, les économistes pourraient devenir les explorateurs de modes de régulation émergents qui seraient des alternatives aux institutions favorisant le tout marché, notamment sur les questions environnementales. On voit ici comment l'auteur passe de la réflexivité des économistes à celle des acteurs qui peuvent être éclairées par les explorations des économistes, développant ainsi une autre acception de la notion de science réflexive déjà présente dans la tradition institutionnaliste américaine. Avant de présenter les différentes pistes de réflexion développées par l'auteur, revenons sur le changement de posture qui pourrait être impulsé, selon lui, par la récente crise sanitaire liée à la covid-19. En effet, cette crise a révélé les faiblesses de la discipline économique, campée sur

⁹ Voir sur ce point Pontille et Tourmi (2017). Les auteurs soulignent néanmoins que le projet Research Papers in Economics (RePEc), conçu par un groupe d'économistes britanniques en 1996, a été très novateur en adoptant une architecture décentralisée et mondiale consacrée initialement aux working papers.

des hypothèses largement implicites qui se sont trouvées invalidées face aux difficultés économiques et politiques rencontrées.

Les faiblesses de la discipline économique révélée par la crise sanitaire : une opportunité

L'objectif du chapitre 8 est d'esquisser les conditions de nouveaux fondements de la macroéconomie. En premier lieu, cette crise invite à réévaluer l'importance de la logique économique par rapport à la défense et la préservation de la vie humaine, mais, plus généralement, de toute forme de vie. Pour l'auteur, il est urgent de réencastrer l'économie dans son milieu physique, en allant plus loin que la prise de conscience du caractère fini des ressources, comme lors des chocs pétroliers des années 1970. C'est la dynamique même des interactions entre les activités économiques et leur milieu d'ancrage physique qu'il importe d'étudier, ce qui conduit l'économiste au redoutable problème de la distinction entre l'endogène et l'exogène. Mais Boyer ne va pas plus loin sur cette question. Il invoque seulement l'ancrage traditionnel de la macroéconomie dans le national qui aurait mal préparé la discipline à prendre en compte le caractère mondial de la pandémie. La décision du confinement par les gouvernements aurait largement suivi un processus mimétique conduisant à un effet de réverbération qui a précipité une chute de l'activité mondiale, cela en l'absence d'institutions internationales, notamment en matière de santé, stabilisant des interdépendances potentiellement destructrices¹⁰. L'irruption d'incertitudes radicales remettrait en cause les fondements microéconomiques fondés sur une hypothèse de rationalité stricte. Les incertitudes sur les propriétés du virus et sur l'efficacité des médicaments et des vaccins ont conduit les gouvernements à prendre des décisions sans disposer des informations permettant une prise de risque calculée, notamment l'arrêt des activités considérées comme « non essentielles »¹¹. Les conséquences de cette décision ont entraîné une autre incertitude radicale, à savoir les effets à moyen-terme d'une socialisation étatique des dommages causés par la pandémie.

Or, selon l'auteur, l'impossibilité d'analyser rationnellement toutes les conséquences d'une décision, d'en concevoir le design du fait de la multiplicité des mécanismes économiques, est au cœur de la *Théorie générale* de Keynes, notamment du fameux chapitre douze qui traite de l'émergence de conventions sur les marchés financiers, tantôt optimistes, tantôt pessimistes. Dans cette configuration d'incertitude radicale, il appartient aux banques centrales de rassurer les financiers en leur concédant des facilités de financement pour éviter l'insolvabilité, mais aussi, de refinancer les titres publics afin de suspendre le doute sur la soutenabilité des finances publiques alors qu'explose l'endettement des États. Comme le souligne Boyer, ces derniers « navigueraient à vue » et ne peuvent se référer à aucune théorie monétaire pour justifier l'intervention des Banques centrales dites indépendantes. On serait donc loin de la vision optimiste d'une théorie achevée dont il suffirait de dérouler les axiomes pour agir rationnellement.

Pour l'auteur, il importe que la macroéconomie sorte d'une approche privilégiant les relations entre les grands agrégats de la comptabilité nationale, afin de prendre en compte l'hétérogénéité des structures productives et des statuts socio-économiques qui s'est renforcée avec la crise sanitaire. Ce changement de posture se justifie, non seulement, par la nécessité de resynchronisation de différents processus qui contribuent à la stabilisation d'un régime socio-économique : socialisation d'une part significative des revenus, financement direct des dettes publiques, mais aussi, par la prise en compte du changement de la hiérarchie des divers secteurs

¹⁰ Si l'auteur réproouve le manque de coordination au niveau mondial, il ne pose pas précisément la question de la viabilité de telles instances de régulation.

¹¹ De la même façon que les acteurs financiers se livrent au mimétisme sans vraiment s'appuyer sur les fondamentaux pour évaluer la qualité des titres, comme l'a si bien analysé André Orléan (2011).

d'activité aux horizons temporels différents¹². En se focalisant sur les déterminants de l'activité économique, cette nouvelle posture macroéconomique dite « intermédiaire » va à l'encontre d'une recherche axiomatique de l'économie pure. Elle cherche aussi à prendre en compte les irréversibilités causées par la crise sanitaire qui expliquent un retour lent vers le sentier de croissance antérieure¹³.

Allant à l'encontre d'une vision fondée sur la flexibilité et la réversibilité de l'économie, l'auteur défend une macroéconomie devant reconnaître les institutions cachées de l'économie de marché qui ont émergé et mûri au cours d'un long processus historique. De même, un préliminaire à la reprise économique repose sur la ré-institutionnalisation de la complémentarité entre différents temps sociaux (propre à chaque sphère d'activité) et la restauration de la confiance dans la politique économique, notamment monétaire. On retrouve alors les grandes questions de l'économie politique qui cherche à articuler différents processus pour comprendre l'instauration d'un régime d'accumulation relativement stable (stabilité qui n'est pas présumée comme dans les modèles d'équilibre général) ou, au contraire, le basculement dans une crise majeure. D'ores et déjà, l'auteur signale des tentatives de modélisation *ad hoc* qui mettent l'accent sur la synchronisation entre reprise économique et enrayement de la pandémie, en prenant en compte l'hétérogénéité des agents et l'intégration de l'économie dans son milieu physique.

L'articulation délicate entre l'explicatif et le compréhensif

En conclusion, Boyer lance un appel aux économistes pour qu'ils fassent preuve d'une plus grande réflexivité. Celle-ci devrait d'abord se jouer au niveau individuel, afin d'éprouver la solidité des résultats issus de la méthodologie mobilisée. Elle devrait aussi être prise en charge de manière collective au niveau de la discipline, afin de réfléchir sur son organisation, la formation des jeunes économistes et l'existence d'instances de débats permettant de convertir les controverses, témoins d'un fonctionnement scientifique normal, en avancées des connaissances faisant consensus. Pour l'auteur, cela serait une alternative à une forme de scientificité arrogante de la part de théoriciens se plaçant en position de surplomb de la société. Il encourage alors une posture plus humble suivant laquelle la mission de l'économiste serait de détecter les propriétés émergentes des systèmes économiques, des nouvelles institutions et organisations inventées par les acteurs eux-mêmes. Cette macroéconomie par la modélisation des processus dynamiques hors équilibre permettrait de relever les défis actuels et de demain, notamment écologiques.

On voit ici tout le chemin parcouru par Robert Boyer depuis l'élaboration de modèles macroéconométriques servant à éclairer la décision publique à une posture moins en surplomb des acteurs, presque à leur écoute, d'éclaireur au sein de la délibération publique sur les choix sociétaux, économiques, sociaux et financiers. De ce point de vue, il se rapproche des analyses des premiers institutionnalistes américains, notamment de John R. Commons et de John Dewey, cherchant à conseiller les acteurs économiques en mettant en évidence des structures de gouvernance alternatives.

¹² En effet, la politique sanitaire devient centrale dans la formation des anticipations des acteurs économiques qui ont à prendre des décisions d'investissement, alors que ces dernières ont été de plus en plus dépendantes, au cours de la période contemporaine, du prix des actifs fixés par les marchés financiers.

¹³ Plus généralement, l'auteur nous invite à revisiter la littérature sur les mécanismes à l'origine des effets d'*hysteresis* (Boyer, Chavance et Godard, 1991), que l'on pense traditionnellement aux politiques d'austérité qui peuvent contracter les niveaux d'activité au point de réduire durablement le taux d'investissement ou, aujourd'hui, aux politiques dites de relâchement monétaire conduisant à des taux d'intérêt nominaux extrêmement bas et dont le retour à une orientation plus orthodoxe pourrait être contrarié par un krach obligataire et/ou boursier.

Mais s'il invite les économistes à plus de « réflexivité », sans préciser vraiment les différents sens de cette notion et les enjeux que cela soulève, sa méthodologie vise principalement une explication macro-structurelle qui devrait, de surcroît, modéliser des interdépendances de plus en plus complexes : interactions avec le milieu physique, échelle mondiale, ... Cette approche est difficile à concilier avec une posture plus compréhensive cherchant à rendre compte du sens que les acteurs accordent eux-mêmes à leurs actions ou encore à différentes formes d'évaluation de leurs actions au sein de communautés à géométrie variable¹⁴.

Cette visée explicative est utile au niveau macro-historique (échelle systémique) mais ne rend pas compte de la réflexivité des acteurs qui contribuent par leurs activités et leurs prétentions normatives à cette dynamique (échelle pragmatique). Dans leur ouvrage *Enrichissement*, Luc Boltanski et Arnaud Esquerre (2017) articulent ces deux échelles en suivant une méthodologie qu'ils qualifient de « structuralisme pragmatique » (495-502). Pour cela, ils s'appuient sur la distinction opérée par Fernand Braudel entre l'entreprise capitaliste, visant l'exploitation de différentiels permettant l'instauration d'un rapport de force, et l'idéal libéral de marchés autorégulateurs sanctionnant tout aussi bien les comportements défailants que les abus de position dominante. Or, rares sont les situations où les offreurs exploitent un pur rapport de force et contrôlent complètement le marché, en particulier pour les biens de première nécessité. Ils sont le plus souvent obligés de justifier leurs prix, de façon réflexive, en référence à différentes formes de mises en valeur, à des jeux de conventions structurées par l'intermédiaire du discours.

Pour rendre compte de la « structuration de la marchandise » et des opportunités de profit permettant l'accumulation du capital, ou encore des déplacements du capitalisme, il importe alors de rendre compte des opérations de traduction et de médiation entre différentes formes de valorisation qui font sens dans les situations. Boyer pointe d'ailleurs le rôle déterminant des intermédiaires qui participent à la construction lente des marchés à travers un processus évolutionnaire d'essais et d'erreurs (Lesourne, 1991). Plus précisément, il faudrait mentionner leur rôle dans l'élaboration et la diffusion d'agencements marchands (Callon, 2017) et de conventions d'évaluation (Bessy et Chauvin, 2013).

Mais Boltanski et Esquerre (2017) nous invitent aussi à prendre au sérieux le « structuralisme systémique » comme un opérateur réflexif mobilisable pour mettre en ordre un grand récit (comme celui de la globalisation), une image de la réalité prise depuis un point de vue qui, étant placé en surplomb, doit être réapproprié par les personnes ordinaires à la lumière de leurs propres expériences et de leurs attentes. Ces grands récits joueraient alors le rôle des « visions » proposées par les premiers économistes, rappelées par Boyer, des « théories » permettant l'invention de nouveaux rapports sociaux et avec la nature.

Conclusion

En résumé, Boyer nous propose un essai assez stimulant afin de repenser les fondations des sciences économiques même si on a du mal parfois à le suivre et à comprendre ce qu'il entend par le « noyau dur » de la discipline, si ce n'est le traitement de processus interdépendants afin de répondre aux défis contemporains. Au-delà de l'impératif de proposer des modèles globaux, il défend une exigence scientifique qui ne doit pas résulter simplement de l'accord des chercheurs sur les méthodes utilisées. Il importe d'approfondir la réflexion épistémologique pour identifier des biais de méthode systématiques. Ce dépassement du « réalisme interne » est loin d'être évident.

¹⁴ Voir également, chez Akerlof (2020), l'importance de l'identification des croyances des acteurs ou des histoires ou récits qu'ils se racontent à eux-mêmes et qui orientent leurs actions.

Mais le « principe de réflexivité » doit aussi s'appliquer à l'organisation de la profession et l'auteur nous présente déjà toute une série de recherches et de problématiques d'analyse de la profession que nous avons cherché à compléter en faisant des comparaisons avec d'autres disciplines ou professions. Pour aller plus loin, il faudrait procéder à des enquêtes systématiques auprès des économistes afin de pouvoir retracer leur carrière, leurs différents modes d'exercice et la structure de leurs revenus, suivant une perspective plus sociologique, et croiser ces éléments avec leur spécialisation et leur méthodologie, ou encore leur positionnement par rapport à certaines réformes (Schmidt-Willenburg et Lebaron, 2018).

Finalement, et sans aller à l'encontre de l'exigence scientifique, Boyer nous convie à un exercice plus humble de la discipline, à la portée des citoyens qui pourraient s'appuyer sur des recherches pour procéder à des choix politiques, ce qui conduirait alors l'économiste à construire son « public », selon l'expression de John Dewey (1926 [2003]). Cela suppose donc de redéfinir un autre rapport de la science économique avec la société, suivant un modèle d'expertise plus horizontal. Mais en privilégiant une approche macro-structurelle à visée plus explicative, l'articulation avec une démarche plus compréhensive reste délicate. Cet essai conduit néanmoins à un renouvellement fécond de la réflexion épistémologique pour les années à venir dans notre discipline mais aussi dans les autres sciences qui souffrent d'un manque de réflexivité.

Références

- Akerlof, George. 1970. The Market of Lemons: Quality Uncertainty and the Market Mechanism; *Quarterly Journal of Economics*, 84(3): 488-500.
- Akerlof, George. 2020. Sins of Omission and the Practice of Economics. *Journal of Economic Literature*, 58(2): 405-418.
- Avril, Lola, 2019. *Le costume sous la robe. Les avocats en professionnels multicartes de l'Etat régulateur européen : genèse, consolidation, contestations (1957- 2019)*, Thèse de science politique de l'université Paris1.
- Barro, Robert, et Herschel Grossman. 1971. A General Disequilibrium Model of Income and Employment. *The American Economic Review*, 61(1): 82-93.
- Bessy, Christian. 2015. *L'organisation des activités des avocats. Entre monopole et marché*. Paris : Lextenso Editions.
- Bessy, Christian. 2017. La fin de l'économie. *Revue française de socio-économie*, 18 : 195-205.
- Bessy, Christian. 2019. Economie des conventions et transformations du capitalisme, une analyse des effets de pouvoir de valorisation. *Revue française de socio-économie*, 23 : 79-97.
- Bessy, Christian, et Pierre-Marie Chauvin. 2013. The power of Market Intermediaries: From Information to Valuation Processes. *Valuation Studies*, 1(1): 83-117.
- Boltanski, Luc and Arnaud Esquerre. 2017. *Enrichissement, une critique de la marchandise*. Paris: Gallimard.
- Bourdieu, Pierre. 2001. Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France 2000-2001. Paris : Editions raisons d'agir.
- Bourdieu, Pierre, Jérôme Bourdieu, et Johan Heilbron. 2022. *Retour sur la réflexivité*. Paris : Editions de l'EHESS.
- Boyer, Robert. 2003. L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu. *Actes de la recherche en sciences sociales* 150(5) : 65-78.

- Boyer, Robert, Chavance, Bernard, and Olivier Godard. 1991. *Les figures de l'irréversibilité en économie*. Paris : Editions de l'EHESS.
- Callon, Michel. 2017. *L'emprise des marchés. Comprendre leur fonctionnement pour pouvoir les changer*. Paris: La Découverte
- Dewey, John. 1926 [2003]. *Le public et ses problèmes*. Traduction de J. Zask, Publications de l'université de Pau, Farrago/Editions Léo Scheer.
- Fourcade, Marion, Éric Ollion, et Yann Algan. 2015. The Superiority of Economists, *Journal of Economic Perspectives*, 29(1): 89-114.
- Fourcade, Marion. 2010. *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Great Britain and France*. Oxford: Princeton University Press.
- Fray, Pierre. 2020. Genèse, formalisation et renouvellement d'une école de pensée dans le champ des sciences économiques. Le cas de la théorie parisienne de la régulation. Mémoire de M2 de Sociologie générale rédigé sous la direction de J. Duval, Paris, EHESS.
- Hacking, Ian. 2004. La science de la science chez Pierre Bourdieu. In Jacques Bouveresse et Daniel Roche (eds), *La liberté par la connaissance. Pierre Bourdieu (1930-2002)*, 147-162. Paris : Odile Jacob.
- Harding, Sandra. 1991, *Whose Science? Whose Knowledge? Thinking from Women's lives*. Ithaca : Cornell University Press.
- Heckman, James and Sidarth Moktan; 2020. Publishing and Promotion in Economics: The Tyranny of Top Five. *Journal of Economic Literature*, 58(2): 419-470.
- Hempel, Carl. 1984. *Methodology of Science Descriptive and Prescriptive Facets*. Tel Aviv: Tel Aviv University.
- Jasanoff, Sheila. 1998. *The Fifth Branch, Science Advisers as Policymakers*. Harvard: Harvard University Press.
- Jatteau, Arthur. 2020. *Faire preuve par le chiffre ? Le cas des expérimentations aléatoires en économie*, Paris : IGPDE, coll. « Gestion publique ».
- Labrousse, Agnès. 2010. Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement. *Revue de la régulation*, <http://regulation.revues.org/7818>.
- Lebaron, Frédéric. 2000. *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*. Paris : Seuil.
- Lesourne, Jacques. 1991. *Economie de l'ordre et du désordre*. Paris : Economica.
- Lucas, Robert. 1981. *Studies in Business-Cycle Theory*. Cambridge: MIT Press.
- Marguin, Séverine, Haus, Juliane, Heinrich, Anna Juliane, Kahl, Antje, Schendzielorz, Cornelia, and Ajit Singh (eds). 2021. Positionality Reloaded: Debating the Dimensions of Reflexivity in the Relationship Between Science and Society. *Historical Social Research*, 46(2): 7-34.
- North, Douglass. 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Orléan, André. 2011. *L'empire de la , halvaleur. Refonder l'économie*. Paris : Editions du Seuil.
- Potié, Philippe. 2018. *Le voyage de l'architecte*, Marseille : Editions Parenthèses.
- Picavet, Emmanuel. 2018. Economic Regulation, Social Complexity and The Economic Viewpoint. *Oeconomia*, 8-2: 257-266.
- Pontille, David et Didier Torny. 2017. Infrastructures de données bibliométriques et marché de l'évaluation scientifique. In Pierre-Michel Menger et Simon Paye (eds). *Big data et traçabilité numérique. Les sciences sociales face à la quantification massive des individus*, Paris :Collège de France, 105-120.

- Romer, Paul. 2016. The Trouble with Macroeconomics. <https://ccl.yale.edu/sites/default/files/files/The%20Trouble%20with%20Macroeconomics.pdf>
- Rossier, Thierry, and Felix Bühlman. 2018. The Internationalisation of Economics and Business Studies: Import of Excellence, Cosmopolitan Capital, or American Dominance. *Historical Social Research* 46(2): 189-215.
- Schmidt-Wellenburg, Christian et Frédéric Lebaron. 2018. There Is No Such Thing as “the Economy”. Economic Phenomena Analysed from a Field-Theoretical Perspective. *Historical Social Research*, 43 (3): 7-38.
- Tirole, Jean. 2016. *Economie du bien commun*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Wallace, Matthew, Vincent Larivière, et Yves Gingras. 2012. A Small World of Citations? The Influence of Collaboration Networks on Citation Practices. *PLoS ONE* 7(3): e33339. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0033339>
- Walliser, Bernard. 2001. La science économique. In Jean-Michel Berthelot (eds), *Épistémologie des sciences sociales*. 117-147. Paris : Presses Universitaires de France.